



Montréal se transforme

E.-Z. Massicotte, LL.B., D. ès L., M.S.R.C.

Numéro 5, 1940

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1078911ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1078911ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Massicotte, E.-Z. (1940). Montréal se transforme. *Les Cahiers des Dix*, (5), 177–215. <https://doi.org/10.7202/1078911ar>

Montréal se transforme

Par E.-Z. MASSICOTTE, LL.B., D. ès L., M.S.R.C.

La forme d'une ville change plus vite, hélas! que le coeur d'un mortel.
BAUDELAIRE.

I — OU DEMEURA M. DE MAISONNEUVE?

En cherchant où notre premier gouverneur avait demeuré durant les vingt-trois années de son séjour en la ville qu'il avait fondée, nous nous sommes heurté à une assertion fantaisiste qui se propage depuis quelques années et dont on connaît le point de départ, sinon l'origine.

C'est le magnifique *Album du vieux Montréal*, publié par Honoré Beaugrand, en 1884, qui paraît avoir lancé « l'image » qui a fait surgir l'erreur généralement adoptée, à savoir, que M. de Maisonneuve avait, dès 1650, rue Saint-Paul, un château plus élégant que le deuxième séminaire des Sulpiciens, plus grand et mieux ordonné que la demeure que se fit ériger M. de Ramezay en 1705.

Le dessinateur de l'Album imagina-t-il son plan ou en reproduisit-il un imaginé par un autre? Qui le dira?⁽¹⁾

Quels historiens, annalistes ou chercheurs ont parlé du château de Maisonneuve avant 1884? Cela reste à savoir.

En 1894, l'auteur anonyme de l'*Album Souvenir de Maisonneuve* et le pasteur Borthwick, en 1897, dans *Streets of Montreal*, publiè-

(1) M. Aegidius Fauteux, président de la Société historique de Montréal, nous écrivait récemment: « Il y a des années que je cherche où sont les originaux reproduits par Beaugrand et je n'ai jamais pu y parvenir. Tout ce que j'ai pu découvrir c'est qu'ils étaient la propriété de la Société historique de Montréal. Des papiers que j'ai en mains l'attestent. Est-ce la Société qui les a prêtés à Beaugrand pour publication et, dans ce cas, qu'est-ce que Beaugrand en a fait? »

rent la photographie d'une ébauche du même château, toujours sans en indiquer la source.

S'est-on demandé si la construction d'un semblable édifice était chose possible durant les premiers lustres de Ville-Marie?

Attribuer une telle extravagance à Paul de Chomedey n'est-ce pas méconnaître l'homme que ses contemporains considéraient comme un saint, tant il était modeste, pieux, indifférent au faste et au luxe de toute sorte; l'homme qui n'eut toujours qu'un seul valet, l'homme qui se privait pour aider les colons, qui était forcé d'accepter l'argent de Jeanne Mance pour sauver Ville-Marie, forcé également d'accepter les services de Marguerite Bourgeoys pour veiller à l'entretien de sa maigre garde-robe!⁽²⁾

M. de Maisonneuve aurait pu faire fortune tout autant que les Le Moyne, les Le Ber, les Milot, tout autant que certains de ses successeurs. Au contraire, il vécut solitaire « ne se souciant non plus d'argent que de fumier ». (S.M. pp. 79-80).

Avec son dédain des vanités sociales et vestimentaires (S.M. p. 83), comment M. de Maisonneuve, qui s'habillait comme le plus simple habitant (S.M. p. 79), aurait-il pu concevoir le projet insensé de se bâtir un château ayant double rangée de neuf ouvertures, sur une façade de 70 pieds de longueur avec hautes tourelles carrées aux deux extrémités, alors que Jeanne Mance, plus « argentée », ne pouvait avoir qu'un petit hôpital de « colombage », c'est-à-dire moitié pierre, moitié bois? (S.M. p. 117).

Comment M. de Maisonneuve aurait-il trouvé le moyen de se construire une demeure ressemblant à un château d'Indre-et-Loire, alors qu'il fallut trois ans pour compléter le Fort de Ville-Marie et davantage encore pour terminer l'Hôtel-Dieu et le fortifier?

Charles Le Moyne n'avait à offrir à sa jeune épouse, en 1654, qu'une maison de 40 pieds sur 24. Pourtant il était le plus riche marchand de la ville.

(2) *Annales de Soeur Morin*, p. 79. Dorénavant, nous indiquerons cet ouvrage par les initiales S.M.

Après les difficultés que l'on sait, M. de Maisonneuve réussit, en 1657, à amener quatre Sulpiciens pour prendre charge du spirituel à Ville-Marie. Sans doute M. le gouverneur va les loger dans son superbe château? Non pas, les ecclésiastiques sont obligés d'habiter, dans l'Hôtel-Dieu, une modeste chambre qui leur sert à la fois de salle, de cuisine, de réfectoire et de dortoir. (S.M. p. 64).

Au mois d'octobre 1658, on fait creuser un puits de cinq pieds de diamètre au milieu de la cour ou place d'Armes du Fort... C'est pour l'Isle de Montréal, le premier puits... (Faillon, II, 390). L'année suivante, « trois honorables colons: Le Moyne, Le Ber et Testard de la Forest, commandèrent un puits pour leur usage »...; enfin il en est fait un autre pour l'Hôtel-Dieu. (Faillon, II, 390).

Pourquoi M. de Maisonneuve néglige-t-il d'ordonner d'en creuser un près de son supposé château?

Louis d'Ailleboust, qui a été gouverneur de la Nouvelle-France, revient demeurer à Montréal avec sa femme et leurs domestiques, en 1659. Où vont-ils loger? Dans le château vide? Encore une fois non. Ils vont rejoindre M. de Maisonneuve, Marguerite Bourgeoys, Lambert Closse et autres, dans le « Fort de Ville-Marie ». (Faillon, II, 192).

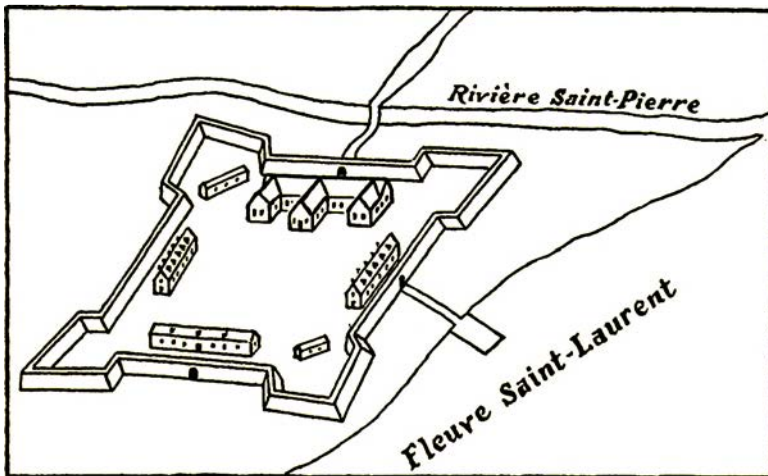
Mais alors, le prétendu château de M. de Maisonneuve n'existait pas? C'est bien ce que laisse entendre l'abbé Faillon puisqu'il déclare que les Sulpiciens se firent construire un premier séminaire « en pierre » plusieurs années après leur arrivée. (Faillon, II, 282).

Que ceux qui préfèrent la légende à la vérité, l'erreur à l'exactitude, ne se désolent pas; légendes et erreurs ont la vie dure; plusieurs leur trouvent un charme, un attrait, que l'Histoire vraie n'a pas toujours. Pour ne pas avoir examiné cette question à fond autrefois, nous-même avons cru au château du fondateur jusqu'au moment où un artiste vint nous demander une notice pour accompagner une toile qu'il venait de peindre et en laquelle il embellissait à l'excès la demeure dont l'Album avait reproduit la fictive façade. Croyant mériter son approbation, nous résolûmes de scruter l'Album. Après avoir découvert des fautes, des contradictions, après avoir lu et relu les ouvrages

d'autrefois, après avoir étudié les plans, les manuscrits, nous refusâmes de croire à la possibilité d'un fait qui nous paraissait contraire à ce que nous avons pu apprendre sur les débuts de Montréal et sur la vie de son fondateur.

Néanmoins, il nous semblait difficile de faire état de notre opinion nouvelle.

Il devait appartenir à un historien averti de donner le coup de grâce à l'ineffable légende du château et cet historien n'est autre que



Plan du fort de Montréal. M. de Maisonneuve et ses hôtes de marque habitaient probablement l'édifice principal (à trois ailes).

Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal. Voici ce qu'il a écrit dans son excellente étude sur *Le Vieux Séminaire* (1925, pp. 7, 8, 9).

« Qui donc a prétendu le premier que M. de Chomedey avait eu une maison à lui, à la place Royale? La soeur Morin dit que l'endroit où fut dite la messe, le premier jour de Montréal, « a servy à bâtir la maison du fort de M. de Maisonneuve, si renommée, et qui a subsisté jusqu'en l'année 82 ou 83, qu'on acheva de la démolir quoiqu'elle ne fût qu'en bois ». La soeur n'ajoute rien autre chose, et pourtant

parle abondamment du gouverneur. Quant à Dollier de Casson, il parle de « cette maison où sont présentement logés les Ecclésiastiques qui servent cette Isle »; rien de plus. M. de Belmont, dans son *Histoire Chronologique du Canada*, n'en souffle pas mot, ni en 1650, ni ailleurs... Mais où donc l'auteur du *Vieux Montréal* a-t-il trouvé les dessins? C'est le malheur de ce bel album de contenir tant de reconstructions contradictoires... Le compilateur imprudent a ainsi jeté plusieurs générations dans l'erreur... »

Bref, le château de Maisonneuve n'a été que le *Château de Ville-Marie*, appelé aussi le *Château de Montréal* ou simplement le château, et qui n'était que le logis principal sis à l'intérieur du fort. Cette demeure serait restée pour un temps la maison seigneuriale après le départ de Chomedey, ainsi que le démontre l'acte de foy et hommage de Jeanne Mance, à la date du 26 janvier 1667. En ce jour, l'administratrice de l'Hôtel-Dieu, accompagnée du tabellion Basset, se présente à la personne de messire Gabriel Souart... « supérieur des ecclésiastiques de lad. isle... Après s'être mise en devoir de vassale... elle a fait et porté les foy et hommage qu'elle est tenue rendre... Ledit sieur Souart a reçu lad' damoiselle... la dispensant pour cette fois, à cause de sa maladie... d'aller au lieu dit le Fort de Ville Marie où elle est obligée de les rendre... »

En ce cas, le premier séminaire n'était pas terminé en 1667, puisque les seigneurs n'y pouvaient recevoir la foi et hommage de leurs vassaux?

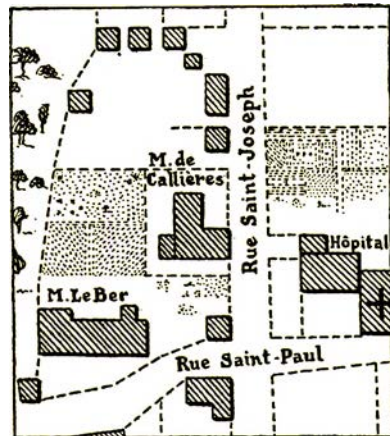
II—L'HISTORIQUE CHÂTEAU DE M. DE CALLIÈRES

- Louis-Hector de Callières, l'homme qui aurait pu « faire la conquête de New-York et doter la Nouvelle-France d'un des plus beaux ports de l'Amérique »⁽³⁾, le valeureux successeur de Frontenac, le

(3) P.-G. Roy, *Les officiers d'Etat-major*, pp. 60-61, et *B.R.H.*, 1918, p. 289.

plus brillant des gouverneurs de Montréal, est le premier qui ait eu l'idée d'avoir « une maison à lui » dans la région qu'il administra.

L'on sait où fut cette demeure, connue pendant plus d'un siècle sous le nom de château de Callières. Mais, sur la date de son érection, sur ses dimensions et sur les diverses dépendances qui l'entouraient, il est encore difficile de se prononcer avec certitude. Jusqu'à présent nous avons relevé ce qui suit. En venant s'établir à Montréal, en 1684, lorsqu'on lui confia la charge de gouverneur, M. de Callières se logea d'abord, côté ouest de la rue Saint-Joseph (maintenant Saint-Sulpice), dans une des maisons appartenant aux familles Le Moyne. L'emplacement en est indiqué dans le plan de Ville-Marie daté de 1685. Trois ans plus tard, le 2 juillet 1688, M. Dollier de Casson cédait à M. de Callières un lopin de terre de quinze arpents et demi⁽⁴⁾ à l'endroit indiqué ci-après. Evidemment, le haut fonctionnaire projetait de se mettre dans ses meubles. Mais avait-il les fonds nécessaires? On peut en douter ainsi qu'on le verra.



Partie du plan de Montréal en 1685. L'on voit l'endroit où demeurait alors M. de Callières.

L'estimable érudit, Jacques Viger, pionnier de la petite histoire montréalaise, a avancé avec circonspection: « C'est donc à compter de 1688 que M. de Callières dut commencer à bâtir la maison en pierre et bastionnée à laquelle Soeur Morin et le livre terrier du séminaire donnent le nom de château de Callières, et dont nous avons vu les ruines dans notre jeunesse »⁽⁵⁾.

Des documents que Jacques Viger n'avait pu consulter reportent

(4) Greffe du notaire Basset.

(5) *Les véritables motifs*, M.S.H.M., 9e liv., p. 39.

la date de la construction du château beaucoup plus loin et rendent même les chercheurs perplexes. Ainsi, dans l'inventaire de la succession de Jacques Le Moyne de Sainte-Hélène, dressé par Basset, le 16 mars 1691, on lit: « une maison de pierre, rue Saint-Joseph, une boulangerie, cour et jardin clos, et arbres fruitiers... où demeure à présent M. le gouverneur »...

Donc, pas de château en 1691.

Le 23 août 1695, M. de Muy, procureur de M. et Mme de Monic, loue pour six ans au Roy, représenté par M. de Champigny, « une maison sur la rue Saint-Joseph, consistant en une cuisine, trois chambres et un cabinet, une boulangerie, une écurie, caves, grenier, cours et jardins, le tout clos de pieux... pour servir de magasins et de boulangerie durant le dit temps ».⁽⁶⁾

Il faut se rappeler que Madame de Monic était veuve de Jacques Le Moyne de Sainte-Hélène et que l'immeuble provenait de ce premier mari. La maison louée était-elle celle précédemment habitée par M. de Callières ou simplement une voisine d'icelle?

Autre chose.

Le 10 novembre 1695, M. de Frontenac et M. de Champigny envoient en France une lettre dans laquelle il est dit que « le sieur de Callières, gouverneur de Montréal, et le sieur de Ramezay, gouverneur des Trois-Rivières, représentent qu'ils n'ont aucun logement (fourni par le roi) dans les villes de leur gouvernement et qu'ils ont été obligés de louer à leurs dépens ce qui n'est en aucune ville du Royaume... Ils se trouvent donc obligés de supplier Monseigneur (le ministre) de vouloir faire un fonds pour cela ou d'ordonner qu'il y soit pourvu. »⁽⁷⁾

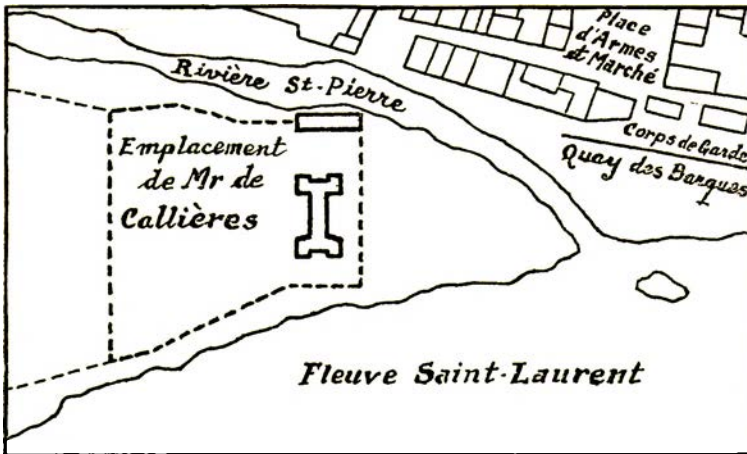
Serait-ce vers 1696 qu'on fit droit à la demande du gouverneur de Callières, puisque Soeur Morin écrivait, en 1697: « La place où fut dressé le saint autel et dit la première messe (1642) a servy depuis à bâtir la maison du fort de monsieur de Maisonneuve, si renommée et

(6) Greffe du notaire Basset.

(7) Archives du Canada, Série F. 13, p. 346.

qui a subsisté jusqu'en l'année 82 ou 83... qu'on acheva de la démolir... et où est à présent la maison de monsieur de Callières, notre gouverneur d'aujourd'hui ». (8)

En obtenant le poste envié de gouverneur général de la Nouvelle-France (1699), M. de Callières s'obligeait à demeurer à Québec, mais il lui fallait, de temps à autre, séjourner à Montréal. Conserva-t-il son château tout neuf? Le céda-t-il à son successeur, M. de Vaudreuil? Non pas. Ce dernier, le 23 avril, 1700, loue la maison de Daniel de Greysolon, sieur du Lhut, rue Saint-Paul (9). Quel opulent



Ce fut sur l'emplacement du fort de Montréal que s'éleva le château de M. de Callières au dix-septième siècle.

personnage allait donc habiter le château dit de Callières? Ici le problème s'embrouille.

Fils de général, M. de Callières fut un militaire brave, imagina-tif et actif, dont tous les historiens ont fait honorable mention; il aimait l'apparat (10), l'aisance, la bonne chère et la société. Pour gérer ses affaires et recevoir avec agrément, il eut trois hommes particuliè-

(8) *Annales de l'Hôtel-Dieu*, p. 62.

(9) Greffe du notaire Adhémar.

(10) Se rappeler l'affaire du prie-dieu et celle de la revue des troupes à Montréal.

ment dévoués et fidèles. L'un d'eux portait le nom sonore de Dominique Bourbonne de Beaufort et il exerçait l'importante profession de maître d'hôtel.

Par une transaction, dont on ne trouve pas trace, mais que le lecteur s'expliquera, ce M. de Beaufort devint subitement propriétaire à Montréal, d'une « maison composée de plusieurs bâtiments avec caves, cours, jardins et autres lieux » et il loua le tout, pour trois ans à Sa Majesté le Roi, représenté par le chevalier de Callières, gouverneur et lieutenant général en ce pays, aussi par Bochart de Champigny, intendant, l'immeuble loué devant « servir de logement à M. le Gouverneur, ses officiers et domestiques ». Le loyer annuel de 300 livres, monnaie de France, devait être payé sur les fonds du roi. Ce bail mémorable fut signé le 7 septembre 1700, en plus du locateur, par M. de Callières, « en son hôtel », et par un seul témoin, le notaire arriviste Pierre Raimbault, puis contresigné par le notaire Adhémar, très honoré sans doute de pouvoir ajouter à son greffe un si beau contrat.

Quel « hôtel » occupait donc M. de Callières, au mois de septembre 1700? Était-ce celui dont le sieur Bourbonne de Beaufort venait de conclure la location? . . .

L'excellent M. de Callières mourut à Québec, le 26 mai 1703. La veille il avait dicté son testament au notaire Chambalon. Comme il était célibataire, il instituait son frère légataire universel de ses biens-fonds, puis accordait toute sa garde-robe et la petite vaisselle d'argent au sieur de Hauteville, son secrétaire, au sieur de Beaufort, son maître d'hôtel et au sieur Gillet, son valet de chambre, « pour les bons et agréables services qu'ils lui ont rendus journellement ».⁽¹¹⁾

François de Callières, diplomate, secrétaire du cabinet de Sa Majesté, membre de l'Académie française, domicilié à Paris, l'unique héritier du gouverneur, chargea Jean Petit, trésorier de la marine à Québec, d'administrer les biens délaissés. Celui-ci, à son tour, nomma

(11) *Rapport des Archives de la province*, 1920-21, p. 320.

l'aide-major Denis d'Estienne de Clérin son procureur, à Montréal, pour disposer d'un immeuble, ayant appartenu au chevalier Louis-Hector et qui consistait en « une maison avec cour, jardin et bâtiments sis à la pointe de la petite rivière. »⁽¹²⁾

De 1703 à 1706, n'ayant pas relevé de document indiquant qui habita l'immeuble du distingué disparu, nous risquons une hypothèse, faute de mieux.

Claude de Ramezay prit charge du gouvernement de Montréal au mois de mai 1703 et fut commissionné au mois de mai 1704. Il vint demeurer quelque part, en son poste, avec sa famille. A la fin de novembre 1704, il convie à un souper de gala, d'abord, « les hommes et les femmes mariés », puis, quelques jours plus tard, « les jeunes gens et les jeunes filles »⁽¹³⁾. Or, comme M. de Ramezay n'avait pas encore de château, pourquoi ne se serait-il pas installé temporairement dans celui de son défunt ami?

Avec l'an 1706, le maître traiteur Larcher dit Bourguignon prend possession du château. Au mois d'avril 1707, il est remplacé par Pierre Cardinal, maître boucher, qui en sous-loue une partie.

L'héritier, François de Callières, étant décédé en 1717, le trésorier Jean Petit acquit l'immeuble et il en fit faire l'inventaire, en 1718, par Migeon de la Gauchetière, puis en 1719, par le notaire Le Pallieur. A ces dates on situe la propriété à la pointe du Fort⁽¹⁴⁾

Sous le régime anglais, l'endroit est morcelé, on y construit des quais et la vieille maison sert d'entrepôt, puis « tombe en ruine ».

Si la grande demeure eut été érigée en un autre quartier aurait-elle bravé l'outrage des ans?

(12) A quelle date ce coin de Ville-Marie prit-il le nom de Pointe-à-Callières? Nous le dirons plus tard. A ce propos, le R. P. LeJeune, dans le très utile dictionnaire qu'il nous a légué, a fait erreur en disant que l'endroit ci-dessus mentionné s'appelle maintenant la Pointe-Saint-Charles, les deux pointes en question étant loin l'une de l'autre.

(13) *B.R.H.*, 1916, pp. 252 et 290.

(14) Vers 1723 l'on commence à écrire Pointe du château Callières, ensuite Pointe-à-Callières, en l'état de nos notes.

Rappelons maintenant que c'est en ce château que se déroula, en partie, un fait de haute importance.

Depuis longtemps, des groupes d'associations religieuses, scientifiques, patriotiques, sociales, sportives, industrielles et autres, viennent tenir « congrès » ou « convention » à Montréal, mais on semble oublier à quelle date remonte la première de ces grandes réunions (bien qu'elle fasse époque dans l'histoire de la ville), aussi, que le mérite d'avoir imaginé un tel événement, d'avoir tout mis en oeuvre pour en assurer le succès, revient indubitablement à celui qui fut le plus actif et le plus ingénieux des gouverneurs de Montréal, avant de passer au gouvernorat de la Nouvelle-France.

Les hostilités anglo-françaises en Amérique semblaient terminées par le traité passé l'an 1697, à Ryswick (Hollande), mais M. de Frontenac ne put qu'entrevoir la nouvelle ère de paix, car le Destin termina quelques mois plus tard (1698) la carrière de cet illustre gouverneur. A son poste élevé on nomma le chevalier Louis-Hector de Callières. « Possédant une grande expérience des affaires du pays, aimé des troupes à cause de son intrépidité, il se recommandait aussi par un jugement net, une intelligence ouverte » (Garneau).

Dès qu'il assume la direction du pays, il projette de convaincre les Sauvages qu'ils devraient se tenir à l'écart des conflits entre blancs. Tout d'abord, il fait demander aux grandes tribus iroquoises d'envoyer des délégués pour en conférer. Après des pourparlers, le 8 septembre 1700, « dix-neuf députés des Cinq Cantons se rendent à Montréal ». « On reçut ces ambassadeurs au son du canon. Quand ils eurent été restaurés, sans doute, ils se rendirent au Château de M. de Callières, à quatre ou cinq cents pas de la ville, conduits par Le Moyne de Maricourt et Chabert de Joncaire . . . En route, ils poussèrent des cris de mort » (La Potherie). C'est ainsi qu'ils manifestaient leur joie.

Chez M. de Callières, l'audience fut solennelle. « Y assistaient : l'intendant, le gouverneur de Montréal, les autorités ecclésiastiques, civiles et militaires, ainsi que les Hurons, Outaouais, Abénaquis et

Iroquois catholiques. C'est alors qu'un traité préliminaire fut signé qui devait être ratifié l'an 1701 » (Charlevoix).

Pour le « congrès général des nations sauvages » des interprètes et des missionnaires furent chargés d'aller partout présenter des invitations officielles. Le 21 juillet 1701, arrivèrent deux cents Iroquois et le lendemain, sept à huit cents Indiens du nord et de l'ouest, sans compter ceux de l'est et du sud-est. Comme les congressistes se voituraient en canots d'écorce, leurs embarcations stationnées sur la rive, au bas de la ville, tout près de leurs wigwams, devaient offrir un ensemble pittoresque.

Le premier août, séance publique. Au cours de la réunion, le célèbre sagamo, Kondiaronk, parle avec tant d'énergie qu'il s'épuise et meurt en quelques heures à l'Hôtel-Dieu, rue Saint-Paul . . . On lui fait des obsèques magnifiques⁽¹⁵⁾, mais craignant l'effet de ce trépas sur l'esprit superstitieux des aborigènes, M. de Callières se hâte de fixer la grande assemblée finale au 4 août. Et pour rendre le spectacle plus important « on choisit une plaine hors la ville (quelque part à l'ouest de la rue McGill) où l'on érigea une double enceinte avec entre-deux de six pieds.

A un bout, il y eut une estrade couverte, presque carrée, « pour les dames et le beau monde de la ville » (Charlevoix). « Treize cents Sauvages prirent place en bel ordre », dans l'enceinte, autour de laquelle des soldats montaient la garde.

La plupart des délégués étaient « parés de leurs plus beaux atours » et Charlevoix signale, entre autres, que l'un d'eux « était coiffé avec la peau et la tête d'un taureau dont les cornes lui pendaient sur les oreilles . . . un autre avait le visage peint en rouge. . . un autre avait la tête entourée d'un plumet formant auréole » . . . etc.

(15) L'acte de sépulture de Kondiaronk le nomme Gaspard Soiaga dit le Rat. Maximilien Bibaud a regretté qu'on ait omis le nom sous lequel ce chef fut le plus connu. Incidemment, on peut noter que du 29 juillet au 11 août, six autres chefs ou délégués furent inhumés à Montréal. La vie chez les Blancs était-elle funeste aux Peaux-Rouges?

L'intendant Champigny, M. de Vaudreuil, gouverneur de Montréal, et les principaux officiers entouraient le gouverneur général, M. de Callières, qui était placé de manière à être vu et entendu de tous. Il prononça un discours qui fut répété à tour de rôle par cinq interprètes. On apporta ensuite le traité de paix définitif, qui fut signé par trente-huit députés; alors on fuma le calumet de paix, M. de Callières, le premier, suivi de M. de Champigny, de M. de Vaudreuil, des officiers, des interprètes et de tous les chefs ou délégués. « On chanta le *Te Deum* », puis, « parurent de grandes chaudières où l'on avait fait bouillir trois boeufs ». Il est évident qu'il devait y avoir d'autres mets qu'on ne mentionne pas, car vraiment les visiteurs auraient fait pauvre chère. Pour clore cette partie du programme, on multiplia les mousquetades et les canonnades. Le soir il y eut feux de joie et illumination des édifices. Quel branle-bas devait exister dans une ville de 2000 Blancs qui recevait plus de 1300 guerriers rouges? Combien devait exulter M. de Callières et ses assistants à la pensée que les « haches de guerre étaient enterrées » (Sulte).

Depuis 1643, Ville-Marie était sur le qui-vive. Nombre de ses colons avaient été torturés et massacrés. Était-ce possible qu'elle ne serait plus inquiétée par les Indigènes?

Le rêve de M. de Callières se réalisa, sur ce point, car nous dit l'historien Camille Bertrand: « La grande paix de Montréal est unique dans l'histoire de notre ville. C'est peut-être aussi le seul traité qui n'ait jamais été violé par les parties contractantes ».

Cette première convention « internationale » fut propice à Montréal, et c'est à compter du XVIII^e siècle que « la population augmenta rapidement » et que le commerce y prit une expansion remarquable.

III—OÙ FUT SIGNÉE LA CAPITULATION DE MONTRÉAL?

Il fut un temps où les cochers de fiacre ne manquaient pas de signaler aux touristes, qu'ils promenaient autour de la montagne, une

masure délabrée en laquelle avait été signée la *capitulation de Montréal*. Il ne s'en disait pas plus. Tout à coup, il y a cinquante ans, surgirent deux versions qui semblaient ajouter une page superbe à l'héroïque histoire de Montréal.

Dans le *Journal du Dimanche* du 23 février 1884, Stanislas Côté, écrivain notoire⁽¹⁶⁾, commençait la publication de *Jean et Jeanne Soriol*, légende sur la capitulation de Montréal. Il désignait l'endroit précis où le document avait été signé, puis racontait le rôle qu'avait joué dans cet événement pénible la famille Soriol.

Le narrateur débutait ainsi: « Sur le bord de la route si connue qui conduit de la ville de Montréal au village de la Côte-des-Neiges, à main gauche, en plein milieu d'un petit champ de jardiniers, le passant d'aujourd'hui voit, sans y prêter beaucoup d'attention, trois pans de mur délabrés, noircis par l'âge, s'émiettant lentement, comme à regret, sous les coups du temps, et dont il ne restera bientôt que de rares vestiges éparpillés ça et là, dont la génération n'aura guère souci. Pourtant, ces vieux murs tenaces, construits comme savaient en construire nos aïeux, ont leur légende . . . Ce fut dans cette maison même que le *général de Lévis* au mois de septembre 1760, après s'être vu refuser les honneurs de la guerre, obéissant, la mort dans l'âme, aux ordres du marquis de Vaudreuil, *dut signer* la capitulation ».

Le lecteur faisait ensuite connaissance avec la famille qui habitait la maison « historique ». Cette famille se composait de Juliette Lauzon, veuve du soldat Antoine Soriol, et de deux enfants: Jean Soriol, né en 1735, et Jeanne Soriol, née en 1737.

Dès la signature de la capitulation, le jeune Soriol commence une série d'attaques contre les conquérants. Finalement, il est tué dans l'île Sainte-Hélène par un détachement que commande un officier écossais, l'amoureux de Jeanne Soriol.

C'est en ce récit, semble-t-il, que notre grand Louis Fréchette trouva la matière du poème épique qu'il a incorporé dans sa *Légende*

(16) Né à Saint-Jean en 1846, avocat puis journaliste. Décédé à Longueuil, en 1920.

d'un peuple, bien qu'il dise en note « avoir recueilli des faits de la famille Sauriol » (c'est ainsi qu'il orthographie le nom).

Le poète Fréchette débute comme Stanislas Côté en situant la fameuse habitation, mais il ne s'accorde pas avec son devancier sur les personnages. Sauriol père se prénomme Luc, c'est un vieux traître, et il n'a avec lui que sa femme et son fils Jean. Pour le poète, le logis des Sauriol est presque un « petit manoir » et c'est en icelui que le *marquis de Vaudreuil*, non pas Lévis, *va capituler devant Amherst*.

Mais, ni « le père ni le fils n'avaient capitulé ». Cette même nuit, Jean Sauriol attaque la cavalcade des officiers anglais retournant à leur camp et « les crible à outrance ». Durant les trois mois suivants, l'hécatombe ne cesse pas. Exaspéré, Amherst aurait une fois envoyé vingt soldats pour l'arrêter, il n'en revint que trois. Enfin, traqué en plein hiver dans sa cachette sur le mont Royal, le fougueux tirailleur fait sauter sa tanière et avec lui les cent hommes qui voulaient l'arrêter. Ainsi, durant l'automne et l'hiver de 1760, « un vaincu tenait seul une armée en haleine ».

Le poète avait donc eu des renseignements plus précis que le romancier, ou bien, il avait plus d'imagination. Quoiqu'il en soit, ces récits en prose ou en vers ne sont malheureusement tous deux que des fables.

Prenons d'abord les personnages :

a) Aucune famille Sauriol n'habitait Montréal en 1760. Il y avait à Saint-Laurent un Sorieul dit Sansoucy dont les descendants ont changé, longtemps après la capitulation, leur patronyme en Soriol, puis Sauriol.

b) Aucun Sorieul, en 1760, ne se prénommait Antoine, Luc ou Jean; aucun n'avait épousé une demoiselle Lauzon.

Abordons maintenant la capitulation :

Ni le commandant des troupes, M. de Lévis, ni le gouverneur général, M. de Vaudreuil, ne sortirent de la ville pour aller signer la capitulation. On procéda de façon rationnelle, chacun en ses positions.

Reportons-nous au mois de septembre 1760. Trois armées fortes de 16,000 hommes cernent Montréal. Le général Haviland est sur la rive sud du Saint-Laurent, le général Murray entoure l'est et le nord de la ville; les troupes du général Amherst sont campées à l'ouest, depuis la Pointe-Saint-Charles jusqu'à la montagne.

Montréal n'a que 3,500 soldats, peu de munitions, peu de vivres et les fortifications sont en mauvais état. Une disette règne dans tout le pays⁽¹⁷⁾.

Voyons maintenant ce que rapportent les documents français et anglais que nous allons fondre et résumer, car ils sont bien connus.

Le formidable effectif des conquérants est en place le 6 septembre. Fantassins et artilleurs passent la nuit sous les armes. Le 7 au matin, M. de Bougainville et un officier se présentent au général Amherst. L'entretien est bref. Il y a suspension d'armes et M. de Vaudreuil, avec l'assentiment des dirigeants, fait soumettre un projet de capitulation. Le général Amherst écrit en marge de chaque article le refus ou l'acceptation, puis le projet est renvoyé à la ville.

« M. de Lévis et les principaux officiers protestent avec vigueur contre un certain point . . . Ils voulaient opposer une résistance désespérée en vue d'obtenir de meilleures conditions pour l'armée . . . »

Cependant, M. de Vaudreuil « refusa de sacrifier l'intérêt général de la colonie au profit de l'orgueil militaire des officiers ».

Que serait-il arrivé si la résistance *avait été désespérée*? Eglises, chapelles, couvents, hôpitaux et nombre de demeures pouvaient être démolis par l'artillerie des assiégeants; civils, vieillards, femmes, enfants auraient été fauchés immanquablement. Lévis aurait-il alors obtenu ce que réclamait son « orgueil militaire »? On peut en douter.

Il est des légendes qui agrémentent l'histoire et on les accepte. Mais il en est d'autres qui ne méritent aucunement de vivre. Dans les deux fictions citées on attribue un rôle absurde aux généraux. Pourquoi les faire rendre, la nuit, loin, hors de la ville pour signer la red-

(17) Désiré Girouard, *Lake St. Louis old and new*, p. 221.

dition, quand on sait que tout se passa différemment? Pourquoi, en plus, cette folie de massacre, dont aucun historien n'a parlé, et qui aurait pu donner lieu à de sévères représailles?

Assez sur ce point, abordons-en un autre. D'où vient la légende? Qu'est-ce qui a pu lui donner naissance? Nous croyions que la tradition n'existait que chez nos compatriotes, mais il n'en est pas ainsi.

En 1922, un journaliste interviewait le joaillier bien connu Henry Birks qui fêtait son 82ème anniversaire de naissance. Entre autres souvenirs, « il racontait que ses parents avaient demeuré en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges, vis-à-vis le réservoir de Westmount. En sa jeunesse, disait-il, il y avait une maison de pierre où est le réservoir et il se répétait que c'était dans cette maison qu'avait été signée la capitulation de Montréal, le 7 septembre 1760 ». La tradition, vers 1840, devait se borner à rappeler le fait suivant: Amherst, durant l'investissement de Montréal, avait logé dans la maison, habitée beaucoup plus tard par la famille Sauriol. C'est là que le général anglais avait étudié les articles de la capitulation, qu'il avait annoté le document, qu'il l'avait définitivement reçu avec la signature de M. de Vaudreuil, enfin, qu'il en avait transmis un duplicata au désolé gouverneur.

N'est-ce pas tout ce que l'on peut accorder au soutien de la tradition?

IV—LE PREMIER DONEGANA

Le fameux premier Donegana Hotel était à l'angle nord-ouest des rues Notre-Dame et Bonsecours. Sur cet emplacement s'élevait, entre 1813 et 1830, la demeure de l'honorable Toussaint Pothier, un compatriote de marque⁽¹⁸⁾.

Surnommé le beau Pothier à cause de son physique avantageux et de sa correction vestimentaire, il fut industriel hardi et brave mili-

(18) Sur le sieur Pothier, voir *B.R.H.*, 1920, p. 223, et *l'Echo de Saint-Justin* du 15 juillet 1937.

cien. En 1812, ayant pris le commandement d'une troupe de trappeurs de l'Ouest, il attaqua le fort Mackinaw de concert avec le capitaine Robert et il s'en rendit maître. Après avoir fait, à l'instar de son père, un fructueux commerce de fourrure, il acquit deux seigneuries, devint membre du Conseil législatif et vécut largement. Trop peut-être, car en 1830, il dut vendre son emplacement aux représentants du millionnaire William Bingham⁽¹⁹⁾, qui avait épousé, en 1822, Charlotte de Lotbinière et pour qui on érigea une demeure prétentieuse, laquelle fut acquise et remodelée, vers 1837 ou 1838, afin d'en faire la résidence du gouverneur du Canada. Et ce serait là que le fastueux lord Durham aurait vécu de mai à novembre 1838⁽²⁰⁾.

Lorsque Jean-Marie Donegana abandonna le Rasco Hotel vers 1845, une compagnie lui offrit la direction de la maison Bingham transformée en grande hôtellerie. Ainsi naquit le premier Donegana.

L'hôtel, lisons-nous dans un *Guide* de l'époque, s'étendait jusqu'à la rue du Champ de Mars et comptait 100 pieds de front, rue Notre-Dame, sur 218 pieds, rue Bonsecours. La salle à manger mesurait 140 pieds sur 50. La façade de l'édifice s'ornait d'une colonnade et le toit d'un dôme d'où l'on jouissait d'une belle vue d'ensemble de la ville. Très richement meublée, éclairée au gaz, cette hôtellerie fut sans contredit l'une des plus belles du Canada. Elle paraît avoir été inaugurée en 1846.

En tout cas, ce fut là, au commencement de 1846, d'après J.-Edmond Roy, que Siméon Larochelle, mécanicien de Saint-Anselme, sur la rivière Etchemin, exposa un modèle de canon qu'il venait d'inventer et qui se chargeait et se tirait automatiquement. Les officiers de la garnison étudièrent cet engin, mais ne le jugèrent pas alors pratique. Larochelle devançait son temps.

Le 24 juin 1846, la fête nationale des Canadiens fut chômée avec

(19) H. M. Jones, dans *America and French Culture*, parle abondamment des Bingham.

(20) De volumineuses études ont été consacrées à lord Durham dans *The Canadian Historical Review*, numéro de juin, 1939.

un éclat extraordinaire. Une procession énorme (pour lors), de six mille personnes, défila par les rues, puis il y eut banquet de choix au Donegana.

Le grand homme d'Etat, Georges-Etienne Cartier, pensionnait là, avant son mariage avec Hortense Fabre, en 1847.

C'est en cet immeuble qu'une autre de nos gloires nationales, l'honorable Joseph-Rémi Vallières, vécut ses derniers jours. Il y rédigea son testament, le 16 novembre 1846, en langue anglaise, peut-être parce que sa femme n'était pas de notre race. A titre de curiosité nous en reproduisons le texte :

« This is my Will and Testament . . . I give all and every My Succession, lands, goods and Estate unto my beloved wife Mrs. Jane Kiernan, in full and unlimited property; I make her the Executrix of this My last will and Charge her to pay My debts and repair all wrong I may have done—Done in the name of God at Montreal, at Donegana's Hotel, this Sixteenth day of November in the year one thousand eight hundred and forty six ».

(Signé) Vallières de St-Réal.

Le juge Vallières décéda le 17 février 1847 et son testament olographe fut vérifié le premier avril suivant.

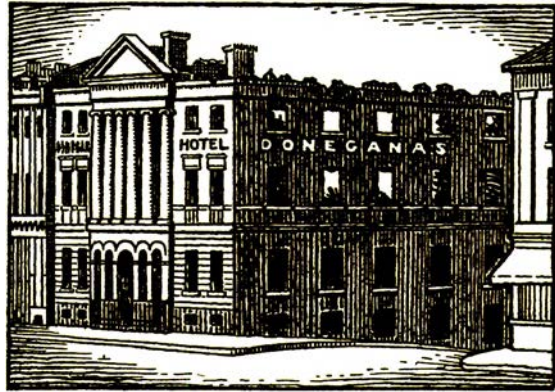
Dans nos annales, 1849 a été « l'année terrible ». Emeutes, pertes de vie, insultes grossières aux représentants de la Couronne, sinistres irréparables, épidémie, il y a de tout. Et c'est dans la succession de ces malheurs que le commandant en chef des troupes impériales au Canada succombe à Montréal. Ce haut et estimable officier, âgé de 72 ans, sir Benjamin d'Urban, mourut le 25 mai, exactement un mois après l'incendie du parlement (place Youville). A ce personnage de grande distinction l'armée fit des funérailles imposantes et l'artiste James Duncan se chargea d'en conserver le souvenir, en un tableau encore inédit. Le convoi funèbre a quitté la luxueuse hôtellerie Donegana et se dirige vers le cimetière Papineau, entre deux haies

de soldats et de citoyens. Le spectacle, saisi sur le vif, présente des détails si précis sur les costumes, même sur les édifices qui bordent la scène, qu'il devient un document précieux⁽²¹⁾.

Après l'incendie du parlement, des exaltés promènèrent les flammes dans divers quartiers de la ville, pendant plusieurs semaines. Ils semblent avoir voulu terminer leurs violences et leurs dégâts par la destruction de l'hôtel en vogue. Hector Berthelot a raconté le fait dans le *Bon Vieux Temps*.

« Dans la soirée du 16 août 1849, près de quatre mois après l'incendie du parlement à Montréal, M. et Mme Laborde, ainsi que signor Tofanelli, donnaient un concert. Un groupe de jeunes, à la

tête desquels était M. Sabin Têtu, demanda à M. Laborde de chanter la Marseillaise. Quand l'artiste parut sur l'estrade, le drapeau tricolore à la main, et entonna le premier couplet de l'hymne patriotique français, les toriers dont la francophobie avait été chauffée à



Ruines de l'hôtel Donegana, au lendemain de l'incendie en 1849.

blanc, depuis l'incendie du parlement, protestèrent par des sifflets, des huées et des rugissements. Il y eut une rixe dans l'auditoire, pendant laquelle les énergumènes de la bureaucratie mirent le feu à l'hôtel ».

Il y a des inexactitudes dans le récit ci-dessus, car M. Berthelot rapportait là une tradition sans l'avoir contrôlée. Les concerts Laborde eurent lieu les 18, 19, 20 et 30 juillet, puis le 4 août. La rixe

(21) A James Duncan, l'illustrateur du vieux Montréal, nous avons consacré une notice dans le *B.R.H.*, de 1940, p. 139.

dont il est ci-dessus question se produisit le 18 juillet et ne fut pas cette fois suivie d'un incendie.

Le désastre date du 16 août, le soir même où mourut le jeune Mason, un des émeutiers qui avait été blessé la veille, durant l'attaque de la maison de l'honorable L.-H. La Fontaine, chef du gouvernement, à qui les fanatiques en voulaient.

Lors de cet incendie, Jean-Marie Donegana, frappé de maladie, avait abandonné la direction de l'hôtel pour retourner en Italie et il avait été remplacé par un M. Pope.

Plus tard, sur l'emplacement dévasté, un autre édifice fut érigé qui, pendant longtemps, fut habité par Pierre-Etienne Picault, médecin français venu au pays en 1833.

Après avoir été professeur de langue française, « un amendement à une loi du Canada » lui permit, en 1838, d'exercer sa profession en notre pays. En même temps, il ouvrit une pharmacie, d'abord rue Saint-Paul, ensuite à l'angle sud-ouest des rues Notre-Dame et Bonsecours, enfin, l'an 1869, à l'angle nord-ouest des dites rues.

M. Picault, étant l'un des Français les plus estimés de Montréal, se vit nommé agent consulaire de France, en 1868, puis vice-consul, en 1869⁽²²⁾. Il abandonna cette charge en 1875. Pharmacien de haute valeur, il eut pour le seconder son élève, Joseph Contant, dont il fit son successeur.

Madame Picault, née Louise-Julienne Boutolle, mourut en 1865, âgée de 61 ans, et le docteur Picault, en 1885, âgé de 76 ans. Le très actif Joseph Contant, après une carrière brillante et des plus utiles, décéda en 1938, âgé de 90 ans, laissant la conduite de ses affaires à son fils.

Aujourd'hui, si vous passez dans le quartier où fut le premier Donegana, examinez la maison formant l'encoignure sud-ouest des rues Notre-Dame et Bonsecours et vous distinguerez, vers le deuxième

(22) En 1870, il recueillit en souscription plusieurs milliers de dollars pour la caisse de secours aux blessés de l'armée française et aux veuves et aux orphelins.

étage, en lettres pâlies, les mots *Medical Hall*. Ensuite, avancez rue Bonsecours vers le nord, côté ouest, et là, vous déchiffrez sur la muraille, le nom: *Picault*. Le temps n'a pu effacer ces empreintes d'autrefois.

V—L'HÔTEL DU CANADA

L'Aurore des Canadas des 17 et 24 juillet 1846 informe ses lecteurs que madame A. Timothée Saint-Julien « vient de faire faire de grandes réparations à l'édifice sis à l'encoignure sud-est des rues Sainte-Thérèse et Saint-Gabriel et qu'elle ouvrira l'*Hôtel du Canada* ».

L'édifice en question avait autrefois été occupé par la Compagnie de fourrures du Nord-Ouest, mais il était, dans le moment, la propriété de Georges Desbarats, imprimeur de Sa Majesté qui l'avait acquis en 1844, quelques jours avant que Montréal devint officiellement la capitale du pays. M. Desbarats avait-il l'intention d'y installer son imprimerie? C'est probable, mais il ne mit peut-être pas son projet à exécution puisqu'en 1846 il laissait transformer son immeuble.

Madame Saint-Julien était une femme d'affaires de grande habileté et de parfaite honnêteté, en sorte que son établissement devint bientôt une hôtellerie select que la société pouvait fréquenter sans redouter d'ennuis. On tenait cette dame en si grande estime qu'elle se vit, après 1849, confier l'administration du second Hôtel Donegana dont nous ferons l'historique ci-après.

Le successeur de dame Saint-Julien fut Serafino Giraldi à la famille duquel nous devons consacrer quelques notes.

Vers 1815, Roch-Jacques-Serafino Giraldi, âgé de dix-huit ans, quittait l'Europe pour venir s'établir à Montréal. Laborieux, sobre, économe, il fit bientôt partie de ceux qui réussirent dans l'industrie hôtelière au siècle dernier. En 1821, Giraldi épousait à Montréal une compatriote, Marie-Anne Bosna.

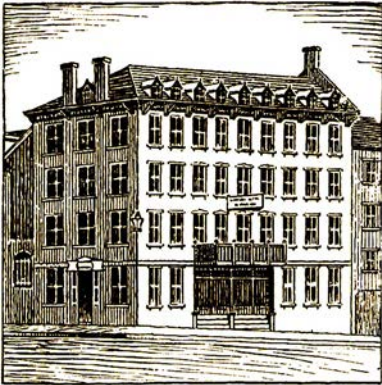
Le marié n'était encore que « cantinier » mais quinze ans plus tard, il pouvait acquérir un emplacement avec maison de pierre

« devant le marché neuf » (c'est-à-dire sur ce qui est aujourd'hui le côté ouest de la place Jacques-Cartier) et tout près de la rue Notre-Dame.

A cet emplacement il en adjoignit un autre, sur lequel s'élevait une maison de belle apparence et dont le front donnait rue Saint-Vincent.

Devenu veuf en 1841, l'hôtelier Giraldi convolait le 12 juin 1843 avec Henriette Senécal qui lui donna, en 1847, un fils qui continua la lignée.

Entre 1835 et 1856, Serafino Giraldi s'occupa de transactions



L'Hôtel du Canada d'après une gravure de 1872.

immobilières tout en conservant un hôtel, place Jacques-Cartier, et tout en louant des bureaux aux hommes de loi, rue Saint-Vincent. Chez lui logèrent les avocats Norbert Dumas, Alfred Giard, Jacques-Alexandre Tailhades, William-Alfred Rich, Georges-Etienne Cartier et bien d'autres.

Cependant, la belle période de sa vie fut à l'*Hôtel du Canada*, rue Saint-Gabriel, alors qu'il succédait à dame Saint-Julien. « L'esti-

mable et jovial Serafino, nous disait un ancien, se fit une haute réputation durant les quinze années (1852-1867) qu'il dirigea cette hôtellerie où la bonne société allait comme dans une maison d'amis ».

En 1867, Serafino Giraldi se lançait dans le commerce d'importation, tandis que son fils, Denis, qui avait épousé mademoiselle Marie-Louise Sauvageau⁽²³⁾, ouvrait rue Notre-Dame, en société avec Gustave

(23) Le mariage fut célébré à Notre-Dame en 1867. L'épousée, d'après une note fournie par M. J.-J. Lefebvre, n'avait que 18 ans et était fille de Tancrede Sauvageau, marchand de Laprairie, qui fut député de Huntingdon, en 1848.

Laviolette, une pharmacie dénommée: « Le dispensaire de la cité ».

En 1876, Giraldi fils avait abandonné la pharmacie pour devenir restaurateur, d'abord, rue Saint-Jacques, près McGill, puis place Jacques-Cartier, dans l'immeuble de son père; malheureusement, la terrible crise qui sévit dans le pays fut désastreuse à plusieurs. Songez que, de 1877 à 1879, des centaines de marchands et d'industriels durent faire cession de leurs biens. Entre temps, le deuil attrista la famille dont nous parlons. Serafino Giraldi, père, en 1869, et sa veuve, Henriette Senécal, en 1877 avaient trépassé.

En quête d'un nouveau champ d'action, Denis Giraldi partit pour New-York en 1880 et sa femme le rejoignit avec ses quatre fils, Auguste, Philippe, Henri et Raymond.

Deux d'entre eux, Auguste, éditeur-imprimeur, et Philippe, voyageur de commerce, revinrent chercher les compagnes de leur vie à Montréal, en 1905. Le premier épousa Louise et le second Marguerite, toutes deux filles d'Adolphe Pinsonneault, ingénieur civil.

Auguste a publié, aux Etats-Unis, une jolie revue mensuelle, en langue française, *Le Messenger de New-York*; enfin, il est resté intéressé au Canada, tout comme sa vénérable mère, Marie-Louise Sauvageau, morte nonagénaire le 6 avril 1940, à Brooklyn, N.-Y., et qui n'oublia jamais Montréal où elle repose maintenant près des siens⁽²⁴⁾, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Revenons à 1868. M. Giraldi avait cédé à Victor Marcotte son établissement qui logeait vingt-et-un pensionnaires régulièrement, outre les clients de passage. Au mois de septembre 1869, Honoré Jean, tavernier renommé, de Cacouna, s'installa à l'hôtel dont nous esquissons l'histoire. De 1872 à 1879, le sieur Aimé Béliveau en eut la possession. Il « le renouvela et le garnit de tout le luxe moderne ».

C'est au cours des années ci-dessus que l'immeuble fut la scène d'un drame qui mit la ville en émoi. Un Français, de bonne famille, disant s'appeler « Charles Lormier », était venu demeurer chez le sieur

(24) Entre autres, ses beaux-parents, puis son mari, Denis-Serafino, décédé en 1916, et son fils Philippe, décédé en 1923.

Béliveau, après un séjour aux Etats-Unis où il s'était enfui avec une jolie dame. N'ayant pu trouver d'emploi chez les Américains à cause de son ignorance de l'anglais, il se rendit à Montréal, mais il y arrivait au début d'une crise financière. La compagne du dévoyé ayant alors « devant elle la perspective certaine de la misère et n'aimant pas assez le jeune immigré pour partager son infortune, chercha et trouva consolation ailleurs » ce dont s'aperçut son amant... Comme ce malheureux avait en plus le moral affecté par l'éloignement de son pays et par des embarras financiers, il tenta de se suicider dans la nuit du 21 au 22 février 1874.

La même année, au mois de novembre, l'humoriste Hector Berthelot donnait une conférence dans le même hôtel, alors sous la gérance de ce Jos. Riendeau qui devait à son tour rendre son nom populaire.

Berthelot, qui demeura longtemps à l'Hôtel du Canada, s'ingénia à y placer diverses scènes de son pseudo « roman de moeurs » : *Les Mystères de Montréal*, lequel est supposé nous initier, à la façon de Ponson du Terrail, aux intrigues d'un maître filou en passe d'escamoter une fortune. Par une fantaisie berthelotienne les principaux personnages du roman s'appellent comme les huitres alors les plus à la mode : Saint-Simon, Bouctouche, Malpecque, Caraquette, etc.

Graduellement la rue Saint-Gabriel perdit de son attrait d'il y a soixante ans ; pour cette raison peut-être, l'immeuble de l'encoignure Sainte-Thérèse se vit déserté, puis se changea en manufacture de çà ou de ça.

Et tel il était lorsque l'incendie le réduisit en un monceau de ruines, par un beau jour de mai 1938.

VI—TEMPLE - THÉÂTRE - MANUFACTURE

Où s'élève aujourd'hui le vaste immeuble de « l'Hôtel de ville-annexe » exista jadis la *Gosford Street Congregational Church* dont

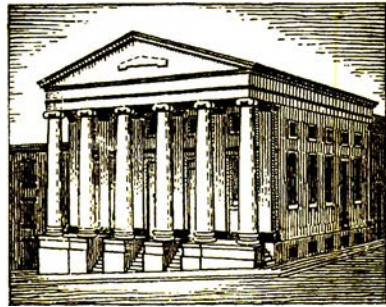
les murs, s'ils avaient pu entendre et parler, auraient laissé des mémoires parfois touchants, parfois piquants.

Bâtie d'après le plan de l'architecte John Wells, pour loger environ 900 adeptes, ouverte au culte le 18 août 1844, elle mesurait cinquante pieds de front sur quatre-vingts de profondeur, y compris sa lourde façade formée de six hautes colonnes ioniques. A l'époque, on considérait l'édifice comme un bon essai de style grec et des touristes en ont fait la remarque. La « congrégation » s'étant dispersée, une autre secte apparut.

Nous sommes en 1856: la première *Christ Church*, sise rue Notre-Dame, quelque peu à l'ouest de la rue Saint-Laurent, ayant été rasée par un incendie, les paroissiens anglicans obtinrent d'avoir leurs réunions, rue Gosford, pendant que s'érigéait la seconde *Christ Church*, rue Sainte-Catherine ouest.

Dès qu'elle fut terminée à l'automne de 1860, les fidèles de la *Trinity Church* dont le temple, rue Saint-Paul, venait d'être vendu, se rendirent à leur tour rue Gosford, jusqu'à la fin de la construction de leur élégante église, angle Viger et Saint-Denis⁽²⁵⁾.

C'est alors que l'ex-*Congregational Church* devint la chapelle de la garnison impériale et c'est là qu'eut lieu, le 12 février 1870, les imposantes obsèques du général Windham, commandant des troupes de Sa Majesté en l'Amérique Britannique. A cette cérémonie funèbre assistait, avec tous les militaires du temps, le prince Arthur, troisième fils de la reine Victoria, qui devait nous revenir, avec la qualité de gouverneur général, sous le nom de duc de Connaught, l'an 1911.



La "Congregational Church"
rue Gosford.

(25) Maintenant l'église catholique syrienne, nommée Saint-Sauveur.

La garnison anglaise quitta Montréal vers la fin de 1870 puisque, le 25 mai 1871, l'Union Allet, groupement des zouaves pontificaux, donnait une « soirée dramatique et littéraire, dans l'ancienne église Gosford ».⁽²⁶⁾

A partir de la susdite date, ce fut un théâtre aux noms divers, où se succédèrent les amateurs et les professionnels. En 1873, les sieurs Fortin et McLish lui donnaient le nom de *New Dominion Theatre*, et ce doit être alors que fut joué le « mélodrame sensationnel, » *La Commune*, qui, prétendait-on, faisait assister les Montréalais aux pénibles phases de l'insurrection qui avait éclaté, à Paris, à l'issue de la guerre franco-allemande. L'étoile de la distribution était une actrice américaine, Kate Quinton, suivant un ancien.

Entre temps, on annonce au Dominion des soirées de « variétés » comprenant une suite de numéros de musique vocale ou instrumentale, entremêlés d'acrobatie, de jonglerie et de danses.

Au printemps de 1874, la Société dramatique française, dont le régisseur fut l'habile comédien Achille Fay-Genot⁽²⁷⁾, nomma l'ancien temple *Le Palais musical*.

Les nouveaux venus projetaient « d'attirer un public différent de celui qui allait voir les femmes acrobates », et ils promettaient de représenter des pièces telles que *Bruno le fileur* et *Catherine ou la Croix d'or* que la troupe Maugard avait fait applaudir à Québec.⁽²⁸⁾

Au début de l'an 1875, le théâtre devient la *Royal Opera House*, ce qui n'empêcha pas les amateurs d'envahir la scène, car le club typographique de Montréal informait la population que le samedi, 3 avril 1875, il jouerait là le « grand drame » *L'argent du diable* et le vaudeville *La soeur de Jocrisse*. De plus, dans un intermède, un artis-

(26) G.-A. Drolet, *Zouaviana*, p. 106.

(27) Voir *B.R.H.*, 1937, p. 319.

(28) *L'Opinion publique*, 9 avril 1874.

te bien connu interpréterait la chansonnette comique, *Une noce en Auvergne*.⁽²⁹⁾

Cette même année, l'itinérant Louisianais, Benjamin Debar, qui posséda un théâtre à la Nouvelle-Orléans, aussi à Saint-Louis, Miss., semble avoir main-mise sur la salle de la rue Gosford, car on la nomme *Debar Opera House* en un programme du 31 décembre 1875, dont nous avons un exemplaire.

Passons sur les années 1876 et 1877 pour atteindre 1878, alors que M. et Mme Maugard logent dans un coin du théâtre et ne font pas florès puisque, pour les secourir, il est question de jouer *Les trois mousquetaires* à leur bénéfice.

En cette même année, le laborieux Louis Guyon réussissait à faire représenter au Dominion *Le Secret du rocher noir*, le premier des onze mélodrames dont il fut l'auteur, au cours d'une vie très active sous tous les aspects.

A partir de 1880, le temple désaffecté fut accaparé par l'industrie. On y trouve le fils du fabricant Michel Lefebvre dont les produits depuis vingt ans avaient de la vogue dans les hameaux comme dans les villes; ensuite ce fut une fabrique de chapeaux, de liqueurs, etc.

Un jour, les démolisseurs firent disparaître les maisons bordant le côté est de la rue Gosford, entre les rues Saint-Louis et Champ-de-Mars, et, sur l'emplacement, surgit l'annexe dont nous avons parlé.

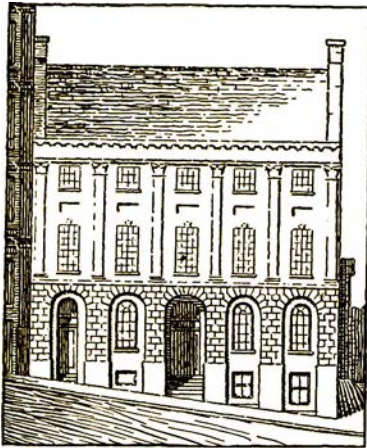
Notons une illusion. Evidemment, il n'y a aucune comparaison entre l'église « *Congregational* » et le temple municipal qui le remplace, cependant, à distance, de la rue Saint-Gabriel, par exemple, on dirait que l'architecte contemporain a voulu conserver quelque chose de la colonnade que les anciens entrevoyaient. Un dernier mot. Ce n'est pas l'unique temple religieux qui fut métamorphosé en théâtre ou manufacture, même en garage, à Montréal. Au pied levé on pourrait en citer trois, sinon quatre autres.

(29) *L'Opinion publique*, 1er avril 1875.

VII—LE PREMIER MUSÉE GÉOLOGIQUE DU CANADA

A Montréal, on a démoli, au mois de juillet 1938, à l'angle sud-ouest des rues Saint-Gabriel et Fortifications, une spacieuse maison en pierre de taille qui fut un temps le rendez-vous des amateurs de sciences naturelles.

Sa haute et massive silhouette, de même que celle de l'autre demeure (l'Hôtel de France)⁽³⁰⁾, sise sur le côté nord-ouest des dites rues, formaient un arrière-plan ineffaçable quand le Champ de Mars était l'orgueil de la Métropole.



Edifice du musée géologique du Canada, récemment démoli.

L'édifice disparu avait trois étages, rez-de-chaussée compris. A chaque étage, il y avait deux foyers en chaque pan. Et dans le sous-sol se trouvaient de grandes caves, car au temps ancien, elles étaient l'abri utile, nécessaire pour la conservation, l'été ou l'hiver, des victuailles, denrées, fruits et liqueurs que l'on pouvait difficilement se procurer chaque jour et en toute saison.

Construite avant 1820, la maison dont nous parlons fut possédée par l'avocat David Ross. Elle passa ensuite à l'honorable Peter McGill qui la loua puis la vendit au gouvernement du Canada en 1847, alors que Montréal était la capitale du Canada, mais dans quel but?⁽³¹⁾

Par les renseignements que nous avons rassemblés⁽³²⁾ voici ce que rappelait l'immeuble.

(30) Voir les *Cahiers des Dix*, No. 2, p. 135.

(31) Le regretté A. W. Patrick Buchanan, dans *Bench and Bar*, dit que Toussaint Pothier, « aristocrat of the Hudson Bay Co », a demeuré en cette maison, mais nous ne trouvons rien qui confirme cette assertion.

« A la demande de la Société d'Histoire naturelle de Montréal et de la Société Historique et Littéraire de Québec », la *Geological Survey of Canada* fut fondée en notre ville l'an 1843. Entre autres objectifs, il incombait à ce service de créer un musée qui renseignerait sur la géologie et les minéraux de notre pays.

C'est pourquoi, en 1847, l'immeuble fut acquis par nos dirigeants, afin de loger là le musée géologique ainsi que les bureaux des Terres de la Couronne. On sait que Montréal cessa d'être capitale en 1849, toutefois le musée ne fut pas déplacé.

William-Edmond Logan, nommé géologue en chef, dès 1843, logea rue Saint-Jacques, tout près de la rue Saint-Gabriel, mais à partir de 1854, il semble demeurer au-dessus du musée lequel était ouvert au public, gratuitement, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

« En 1881, le musée fut transféré à Ottawa » et en 1909, le gouvernement céda la maison à la Chambre de Commerce de Montréal. Celle-ci, plus tard, se construisit un édifice rue Saint-Jacques et, comme l'ancien local n'avait plus de valeur locative, on le rasa pour y installer une « station de gazoline ». Bizarre déclin!

Deux hommes éminents habitèrent le vieux musée. L'un, le plus savant des géologues canadiens, sir William-Edmond Logan, qui alla terminer sa carrière au pays gallois; l'autre, Michel Bibaud, journaliste, poète et historien qui, à partir de 1847, fut le traducteur des *Rapports officiels du service géologique*.

Serait-il à propos de signaler par une plaque commémorative qu'en ce coin de notre ville deux illustres Montréalais de naissance, classés avec raison au nombre de nos gloires nationales, ont contribué à assurer le succès de la première commission géologique du Canada?

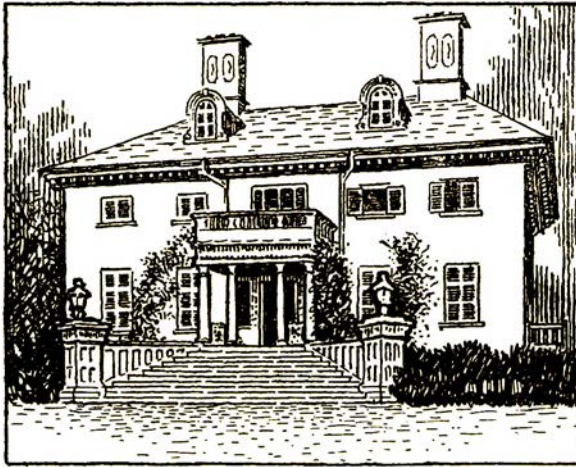
(32) A. Sandham, *Montreal past and present*, aussi lettre de M. Lucien Brault, des Archives d'Ottawa.

VIII—OÙ NAQUIT UN VICE-ROI A MONTRÉAL

L'hôtelier Sébastien Compain, à une période assez trouble de l'histoire de Montréal, se lança dans une affaire hasardeuse qui cependant lui profita.

Nous savons tous que Montréal fut capitale du Canada de 1844 à 1849; qu'à partir de janvier 1847, lord Elgin, le sympathique gouverneur général, demeura en notre ville; qu'en cette même année il habita une spacieuse maison érigée sur un point élevé du sud-ouest

de la montagne.



Le château où demeura lord Elgin et qui devint Villa-Maria.

Cette villa entourée de jardins, de vergers et de hautes futaies, avait été construite, fin du XVIIIe siècle, sur le plan d'un château d'Ecosse, pour l'honorable James Monk, juge en chef de la Cour du Banc du Roi, à Montréal, de 1794 à 1824. Son immeuble, dénommé

« Monkland », était depuis longtemps passé à ses héritiers lorsqu'il fut décidé d'y loger le représentant de Sa Majesté. Aussitôt on avait chargé l'architecte Browne d'aménager la maison au mieux possible, de lui donner le confort autant que l'apparence d'un manoir d'outre-mer.

S'il faut en croire la tradition ce serait dans ce joli coin de Montréal que la fille de lord Durham, seconde épouse du gouverneur Elgin, donna naissance, le 16 mai 1849, à un fils qui devait à son tour être « Earl of Elgin », et même un jour, vice-roi des Indes, tout comme son

éminent père l'avait été après avoir quitté le Canada. Mais le futur vice-roi n'avait pu garder aucun souvenir de Monkland, car les incendies et les émeutes de la funeste année 1849 obligèrent les dirigeants à fuir Montréal pour aller siéger alternativement à Québec et à Toronto.

Que deviendrait Monkland? C'est alors que le sieur Compain, le remuant hôtelier de la place d'Armes, s'engagea dans une aventure.

Relisons sans la traduire, pour lui garder sa saveur, la chatoyante annonce que le barnumesque Compain répandit en 1850; il s'y trouve des détails à noter sur la vie publique d'alors.

**MONKLANDS HOTEL
TEA GARDENS AND PLEASURE GROUND.**

Mr. Compain has the honor to announce to the public, that he has **LEASED**, for a term of years, **MONKLAND FARM**, containing about 200 acres of Land, Beautifully wooded, the late Residence of the Governor General, which he has fitted up as a **PUBLIC HOTEL** and **RESTAURANT**.

Gentlemen desirous of giving Dinner Parties, Pic-nic Parties, may be accomodated by giving notice the day before.

Ice Creams, and other Refreshments of various kinds always ready.

The Healthy Situation of Monklands, (which contains upwards of **SIXTY ROOMS**, on the rising ground to the West end of Montreal Mountain, and Commanding a Splendid View of the River St. Lawrence, and Lachine Rapids, the Ottawa River, and the adjacent country), is too well known to require any remark; and the Extensive Grounds attached, afford a large and perfectly safe **PLEASURE GROUND**, in which children may roam at pleasure.

He has established a **LINE** of **OMNIBUSSES** from his house in Place d'Armes, to Monkland, which run 5 times daily each way.

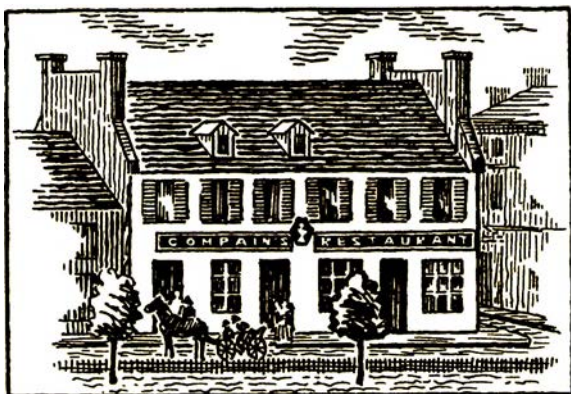
For terms, apply at the Restaurant Place d'Armes.

N.-B.—Extensive Stabling and Coach-Houses, in first rate order.

En la demie du XIXe siècle, la bourgeoisie petite ou grande logeait surtout dans les rues longitudinales, depuis Sainte-Catherine jusqu'au fleuve et dans les rues latérales, entre le Beaver Hall et le jardin Viger.

L'observateur attentif discerne encore de nos jours dans ce quadrilatère les constructions jadis habitées par des négociants, des professionnels, des fonctionnaires qui n'en croiraient pas leurs yeux s'il leur était possible de revenir errer dans l'exigu Montréal d'autrefois et d'apercevoir la transformation qui s'est produite.

Aux citadins, libres le soir ou certains jours, quelles distractions offrait-on? Il y avait bien le Jardin Guilbault, le Champ de Mars avec ses concerts, la longue et agréable promenade sur le port, quelques bibliothèques, une couple de salles de spectacles, d'excellents



L'ancien Hôtel Dillon, plus tard tenu par Compain, angle sud-ouest, de la place d'Armes et de la rue Saint-Jacques, remplacé depuis par l'immeuble de la Banque Canadienne Nationale.

hôtels, mais il manquait un endroit coquet, agreste, distingué, loin du populo, où l'on pouvait s'ébattre à l'aise, y festoyer, danser, même y loger hors de chez soi, mais tout près.

Et pour cela qu'est-ce qui présenterait plus d'attrait qu'un château historique, idéalement situé?

N'est-ce pas ce qu'avait prévu le retors Compain? Et le succès lui donna raison à ce point que, le 31 août 1853, il demandait le renouvellement de son bail pour trois ans. Peut-être aussi entrevoyait-il autre chose puisque, quelques mois plus tard, le 28 avril 1854, Compain consentait à l'annulation de son bail moyennant l'oubli par le locateur de quelques arrérages de loyer, plus la jolie somme de \$2,500 dollars à simple titre de dédommagement.

Et voyez ce qui se produit: le 4 mai suivant, l'avocat Samuel Cornwallis Monk et sa femme Rosalie-Caroline Debartzch vendaient à Marie-Louise Dorval, en religion Soeur Sainte-Elisabeth, supérieure de

la Congrégation Notre-Dame, la demeure dont on faisait tant d'éloges.

La communauté acquérante, après mûre réflexion, projetait de faire du mémorable immeuble une splendide maison d'éducation. On fut expéditif; le 8 septembre 1854, Monkland, devenu Villa-Maria, offrait à la jeunesse féminine un pensionnat select dont la renommée s'étendit à tout le continent.

Compain, toujours remuant, alla planter sa tente bruyante à la Côte-des-Neiges, sur le chemin de la côte Saint-Luc (lire Reine-Marie) tout en conservant, angle sud-ouest de la place d'Armes et de la rue Saint-Jacques, un restaurant très coté, à preuve, ce fut là que la société montréalaise offrit, au mois de juillet 1858, le banquet d'adieu à M. Ferdinand de la Ponterie qui retournait en France après avoir été rédacteur de journaux, au Canada. A ce repas, quelques-uns des convives étaient l'honorable P.-J.-O. Chauveau, surintendant de l'Instruction publique, l'archéologue Raphaël Bellemare; MM. les avocats J.-A. Berthelot, bâtonnier, Côme-Séraphin Cherrier, Charles-André Leblanc; les grands négociants Louis Renaud, Damase Masson et Jean-Louis Beaudry; et le savant géologue Thomas Sterry Hunt⁽³²⁾.

IX — HÔTELLERIE PUIS HÔPITAL

L'incendie avait à peine détruit le premier Donegana en 1849 que cette hôtellerie renaissait, un peu plus à l'est, rue Notre-Dame, tout près du théâtre Hayes, où la législature pendant quelque temps alla se réfugier, après l'incendie du parlement, place Youville.

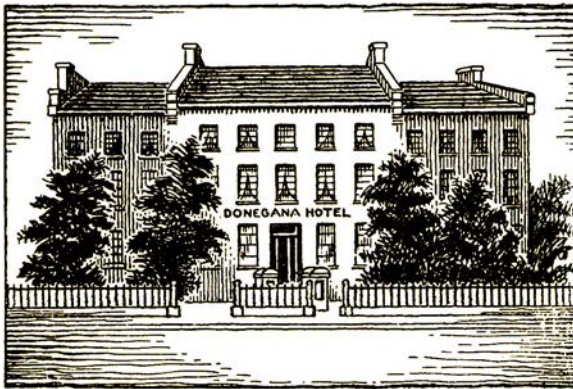
Madame Timothée Saint-Julien prit la direction du second Donegana, assistée d'abord par G. F. Pope, puis par J. H. Daley, comme gérant, et elle eut autant et peut-être plus de succès dans son nouveau local, car l'établissement, pendant vingt ans, connut une grande prospérité.

On dit qu'il était meublé avec luxe et que sa table avait grand renom. Nombreux les hôtes marquants qui y séjournèrent ou qui s'y

(32) Voir en plus, sur Compain, les *Cahiers des Dix*, No 2, p. 216.

rendirent pour l'agrément, nombreux les banquets et même les bals donnés en cette hôtellerie. Ainsi l'honorable Edouard-Fabre Surveyer, dans ses notices biographiques sur les fondateurs du *Montreal Curling Club*, rapporte que ce fut au Donegana que le susdit club select donna un bal le 22 janvier 1857.

A propos de banquets, il y en eut un qui laissa un souvenir désagréable. C'est Hector Berthelot qui raconte le fait. Résumons: un faux noble espagnol, prétendant avoir reçu la « nouvelle » que sa colossale fortune lui était rendue, invita tous ceux qui depuis des semaines lui prêtaient de l'argent, à un grand dîner, à l'hôtel Donegana. « Au milieu du repas on remit à l'amphitryon une dépêche. Aussitôt,



Le deuxième Donegana où en 1880 fut fondé l'Hôpital Notre-Dame.

il apprit aux assistants qu'il lui fallait s'absenter pour vingt minutes et il leur recommanda de sabler largement le champagne en son honneur »... Mais le chevalier pince-sans-rire ne revint pas... Une semaine après le banquet, les convives, à la demande du Do-

negana, durent payer chacun dix dollars pour leur part du festin⁽³³⁾.

Entre les événements inoubliés qui se rattachent à cette hôtellerie, aucun n'est comparable à la scène des adieux que fit, à l'expiration de son terme d'office, l'un des plus estimés gouverneurs du Canada.

Nous sommes au mois de décembre 1854, lord Elgin quitte le Canada, après y avoir séjourné sept ans; il quitte surtout Montréal, ville où des fanatiques lui ont fait subir les pires avanies, mais ville

(33) *Le Bon Vieux Temps*, 2ème série, p. 29.

où un fils lui était né et où il avait commencé sous de brillants auspices, son gouvernorat. Et voici ce que raconte, de cette scène, William Weir, témoin oculaire :

« I was present in the parlour of the Donegana hotel when he made Montreal good-bye. He was then in his forty-fourth year, but looked like a man of sixty. He read his farewell address, although he was a fluent speaker, and the reporters said he was one of the few whose speeches could be reported verbatim. He became greatly excited towards the close of his address, and when he came to say. « I shall forget » he threw his manuscript, and almost in tears exclaimed, « but no, what I might have had to forget is already forgotten, and, therefore, I cannot tell you what I shall forget ». He then shook hands with the crowd who were present, myself among the number. I have often wondered whether his parting words were those he had written. They seemed to have come to him on the spur of the moment »⁽³⁴⁾.

Au mois de septembre 1861 visitèrent Montréal deux distingués touristes, le prince Jérôme-Napoléon accompagné de Maurice Dudevant-Sand, fils de la romancière Georges Sand. Tous deux, dans leurs souvenirs, ont dit quelques mots de la « pension » de dame Saint-Julien⁽³⁵⁾.

« Le prince Napoléon arrive le 11 septembre 1861 et il note : « Le maire Charles-Séraphin Rodier me conduit à Donegada (sic) Hôtel, fort bon, dans le genre anglais » (*Revue de Paris*, 1933).

De son côté Maurice Dudevant-Sand écrit : « Nous logeons à l'hôtel Donegada (sic), nom indien (resic), mais auberge toute française, qui ne fait pas regretter les caravansérails américains. Plus de becs de gaz, de la bougie, de la vraie bougie de l'Etoile!... Plus de fenêtres à guillotine, et de vraies servantes qui cirent les bottes et brossent les

(34) W. Weir, *Sixty years in Canada*, pp. 245-247.

(35) En 1936, dans une intéressante causerie sur la visite du prince Jérôme-Napoléon, fils du plus jeune frère de Napoléon Ier, le R. P. Yon nous informait que ce Bonaparte était un démocrate qui voyageait pour éviter des querelles avec son cousin Napoléon III. Nous devons à ce R. P. les citations qui suivent.

habits à tour de bras ». (6,000 lieues à toute vapeur, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1862, p. 193).

L'Ordre du 6 janvier 1863 associe à la maison dont nous esquissons l'histoire le nom d'un Montréalais qui eut son heure de notoriété dans le monde des affaires. Il s'agit de Joseph Lévy, l'un des fondateurs et directeurs de la compagnie de navigation Richelieu. Le 3 janvier le sieur Lévy « faisait une partie de billard à l'hôtel Donegana avec un de ses amis, M. O'Brien, et comme la partie était chaudement disputée il y mettait beaucoup d'entrain, lorsque se penchant pour frapper un dernier coup qui devait lui assurer la victoire, il sentit sa bouche s'emplier de sang, et quitta l'hôtel avec M. O'Brien pour se rendre à sa résidence, qui est à très peu de distance de là, rue Saint-Louis. Arrivé chez lui, M. Lévy se sentit beaucoup mieux, il offrit un verre de vin et des gâteaux à M. O'Brien et le pria de passer chez son médecin, le docteur McCallum. Le docteur rentra presque aussitôt et se rendit immédiatement chez M. Lévy. En entrant dans la chambre, il le trouva dans les bras de M. Daley, qui lui dit: « Venez vite, docteur, il est évanoui ». « Il n'est pas évanoui, il est mort », dit le docteur. Il n'y avait que vingt minutes que M. Lévy avait pris un verre de vin avec M. O'Brien. Il y avait près de deux ans qu'il n'avait pas été malade, du moins qu'il n'avait pas été sous les soins du médecin. M. Lévy par son aptitude aux affaires et son activité avait pu ramasser quelque fortune. »⁽³⁶⁾

Le défunt avait pour ancêtre Joseph Lévy, originaire du diocèse de Strasbourg, qui épousa à Notre-Dame-de-Montréal Marie-Genève d'Orléans en 1785. De cette union naquit Joseph Lévy, journalier qui épousa à Notre-Dame, en 1809, Marie-Louise Rousseau. Le fils de ces derniers, Joseph, né en 1812, est celui qui décéda en 1863 et qui fut inhumé au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Comme les Rolland, les Masson, les Rodier, les Renaud, les Lefebvre, et bien d'autres financiers, négociants et industriels de l'époque, il avait commencé au bas

(36) P.-G. Roy, *Famille Juchereau-Duchesnay*, pp. 280-284.

de l'échelle mais, à l'école pratique de la lutte pour la vie, il atteignit la richesse.

Au mois de mai 1852, il avait épousé Henriette Chaffers, fille d'un marchand de Saint-Césaire, qui devint conseiller législatif en 1864 et sénateur en 1867. Lors de son décès, Joseph Lévy laissait une femme et des enfants. Son fils, Joseph-Charles-Emile, né en 1855, admis au notariat en 1878, échevin en 1903, décéda en 1909.

Un voyageur français, Ernest Duvergier de Hauranne, dans son ouvrage *Huit mois en Amérique*, écrit le 28 octobre 1864 que le Donegana Hôtel a fait faillite. La plus belle période de cette hôtellerie était finie. Est-ce alors que dame Saint-Julien (née Angélique Archambault) cessa de s'intéresser à l'industrie qui lui devait un grand renom? Tout ce que nous savons c'est que cette femme habile en affaires et très compatissante aux oeuvres de charité ne s'éteignit qu'au mois de décembre 1881⁽³⁷⁾.

En 1873, Joseph Béliveau entreprit de redorer le blason de l'hôtel. Pendant sa gérance, il reçut un écrivain français, H. de Lamothe, qui venait parcourir le Canada. Ayant séjourné à Québec, il part en bateau pour Montréal, dont il décrit l'aspect, à son arrivée, par une belle matinée du mois d'août, puis il ajoute: « Nous débarquons, et dix minutes après, nous nous reposons en lisant les nouvelles dans le beau salon de l'Hôtel Donegana ».⁽³⁸⁾

L'homme de lettres demeure quelques jours à Montréal, et il note plusieurs faits qui étonnent un Européen français et catholique.

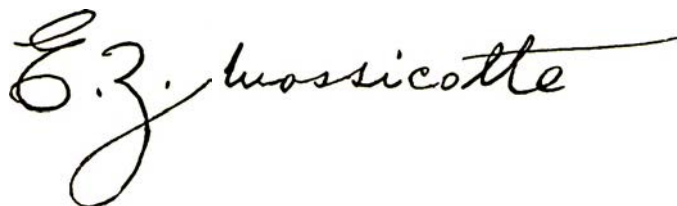
En 1875, la « Donegana Hotel Company » prenait existence officielle avec un fonds de \$20,000. Tous les directeurs provisoires de la nouvelle compagnie étaient de langue anglaise. Mais il fut impossible de lutter à la fois contre de nouveaux hôtels érigés à l'ouest, aussi contre la grande crise économique dont l'approche se faisait de plus en plus sentir.

(37) *Notes historiques (1799-1893)*, par les Soeurs de la Providence.

(38) H. de Lamothe, *Excursion au Canada et à la Rivière Rouge*, pp.

L'hôtel des voyageurs se transforma en hôtel des malades, car c'est en ce local que l'Hôpital Notre-Dame (1880) commença son oeuvre bienfaisante, grâce à la générosité des citoyens et à l'exceptionnelle activité de ses dirigeants.

Cette utile institution demeura quarante-quatre ans à l'endroit où elle avait été fondée, en bordure d'une rue qui lui donna son nom. Avec l'an 1924, l'hôpital fut se loger dans le vaste édifice qu'il occupe maintenant, rue Sherbrooke.⁽³⁹⁾

A handwritten signature in black ink, reading "E. J. Massicotte". The signature is written in a cursive style with a long horizontal flourish extending to the right.

(39) Le premier Donegana avait été rasé par un incendie, le second l'a été récemment par les démolisseurs.